

## Déclaration SUD éducation, CAEN 12 septembre 2018.

Dégradation des conditions de travail et d'étude à tous les niveaux. Maintien, voire augmentation des effectifs dans les classes notamment en lycée. Nul doute que ce seront encore les élèves des milieux populaires qui seront les premières victimes.

Pourtant l'application du principe laïque « *argent public à l'école publique* » améliorerait la situation. Cela reste notre revendication.

Dès le mois de mars nous avons dit avec d'autres que l'académie n'avait pas assez de postes pour préparer correctement la rentrée de septembre. Nous avons manifesté. Vous nous avez reçus et vous aviez dit qu'il n'y aurait pas d'autres fermetures décidées en juin ou en septembre.

Dès la rentrée, au moins dans le Puy de Dôme vous supprimez des moyens de remplacement pour pouvoir mettre un enseignant devant chaque groupe d'élèves et pouvoir dire aux médias que la rentrée est « *techniquement réussie* ». Mais qu'en est-il de la réalité ? Quelle sera la situation des remplacements dans ce département d'ici un mois ?

De la fusion des académies de la région... Nous avons dit ici qu'elle était inscrite dans la loi de redécoupage des régions. A l'époque vous nous avez expliqué que nous nous faisons peur pour rien. Et nous y sommes et les personnels administratifs ont raison d'être inquiets et en colère.

Le blocage des salaires, les attaques contre la sécurité sociale et les retraites, le développement continu de l'emploi précaire la liste des dégradations est longue et s'y ajoute la perspective de la mise en sommeil du statut de la fonction publique dans le cadre du programme CAP 2022.

**Toutes ces attaques contre le monde du travail et les services publics concourent à notre participation à la grève nationale et interprofessionnelle du 9 octobre, pour construire la mobilisation contre la destruction sociale.**